# **L’AVENIR DU SOCIALISME**

 Jean-Pierre KERTUDO
 MAI 2022

Table des matières

[**INTRODUCTION** 3](#_Toc104802804)

[**LES CONDITIONS D’EMERGENCE DU MOUVEMENT** 5](#_Toc104802805)

[**LES BASES DOCTRINALES** 6](#_Toc104802806)

[**LA SECONDE REVOLUTION INDUSTRIELLE** 8](#_Toc104802807)

[**L’INTERMEDE TRAGIQUE ET SES SUITES** 9](#_Toc104802808)

[**LE GRAND NAUFRAGE DU COMMUNISME SOVIETIQUE** 10](#_Toc104802809)

[**RESURGENCES** 11](#_Toc104802810)

[**LE RENOUVEAU DU LIBERALISME EN OCCIDENT** 12](#_Toc104802811)

[**LA DESINDUSTRIALISATION OCCIDENTALE** 12](#_Toc104802812)

[**LA DIFFICILE RECONVERSION DU SOCIALISME** 14](#_Toc104802813)

[**L’AVENIR DU SOCIALISME ?** 16](#_Toc104802814)

# **INTRODUCTION**

Le socialisme moderne est né au XIXème siècle en Europe lors de la grande révolution industrielle qui avait débuté à la fin du siècle précédent. Deux siècles après, tout en ayant conservé certains principes fondateurs, il ne ressemble plus guère à ce prédisaient et espéraient ses fondateurs. Il serait abusif de diagnostiquer son extinction historique prochaine. De nombreuses formations politiques s’en réclament encore de même que des régimes gouvernant de très grandes masses de populations. Mais, sous le label se rassemblent des doctrines et des pratiques différentes, fréquemment contradictoires.

L’essai qui va suivre ne prétend pas écrire une nouvelle histoire du socialisme qui a déjà fait l’objet d’une montagne de travaux diversement érudits. On se propose, beaucoup plus modestement, d’apporter au débat démocratique quelques éléments complémentaires de réflexion.

On va tout d’abord s’intéresser aux circonstances très particulières d’émergence de ce mouvement, ses succès comme ses échecs. Ils ont lieu lors de la première révolution industrielle, à la fin du XVIIIème siècle et au début du XXème.

Le socialisme a forgé ses bases doctrinales et militantes au vu de cette grande étape de l’humanité. On en rappellera, ensuite, les contenus essentiels.

Succédera, ensuite, une seconde révolution industrielle, très différente, non anticipée par les fondateurs, qui manifestera ses effets à l’aube du XXème siècle. Elle bouleversera les croyances et les objectifs du mouvement socialiste originel.

Lorsque le capitalisme libéral, dans les années trente, s’effondre en occident, les faits semblent justifier la validité des opposants d’obédience socialiste au système. En réalité, ceux qui, en Europe, estimaient possible de changer la société par des voies démocratiques se trouveront laminés par des pouvoirs dictatoriaux et résolument impérialistes.

La victoire, en 1945, des alliés sur le nazisme et le fascisme se traduit par un partage du monde et la rupture profonde entre le camp nord-américain et le camp soviétique. Profonde car les intérêts géopolitiques surpassent de très loin ceux relevant de l’économie. Deux modèles de vie individuelle et collective s’opposent sans aucun espoir de conciliation.

L’implosion de l’URSS, la chute de son régime de gouvernement, l’éclatement de son empire semblent signifier que le capitalisme libéral et la démocratie ont terrassé le communisme, version autoritaire et totalitaire du socialisme. Outre le fait que le soviétisme continuera à peser sur les consciences et les comportements de ses anciens assujettis, ses rejetons asiatiques sauront réinventer leurs économies sans rien abandonner de leurs fondamentaux politiques.

La grande crise économique et financière des années trente avait contraint les Etats à prendre des mesures dirigistes et protectionnistes, restreignant les libertés des investisseurs et des entrepreneurs, alourdissant les prélèvements fiscaux afin de les redistribuer aux déshérités. Ces mesures allaient dans le sens des aspirations socialistes mais elles étaient conçues et mises en œuvre par des représentants pragmatiques des classes dirigeantes. L’économiste J.M. KEYNES, le président F.D. ROOSEVELT, n’émanaient pas de la mouvance des prolétaires. Une fois la seconde guerre mondiale terminée, les libéraux économiques ont exercé d’intenses pressions pour rétablir le primat des initiatives individuelles et privées sur les prérogatives étatiques. Elles finiront à aboutir, dans le monde anglo-saxon, dans la dernière décennie du siècle précédent.

Le libéralisme refleurira alors dans un cadre géographique profondément renouvelé, c'est-à-dire mondial. Le libre-échange deviendra la norme. Les usines et leurs ouvriers perdent de leur substance en occident, les pays asiatiques se chargeant de fabriquer bon nombre d’objets qui étaient arrivés sur les marchés lors des deux grandes révolutions industrielles. Le socialisme se trouve démuni de ses bases sociologiques, privé de ses idéaux séculaires.

Puis la phase de mondialisation libre-échangiste et libérale s’achèvera au début du siècle actuel, pour des raisons complexes qu’il faudra expliciter. Le socialisme profitera-t ’il de ces circonstances pour réoccuper le terrain perdu ? Nous allons voir qu’une telle perspective n’a rien d’évident.

# **LES CONDITIONS D’EMERGENCE DU MOUVEMENT**

La première révolution industrielle transforme la vie des peuples de façon très particulière. Son essence est l’édification de moyens de production beaucoup plus puissants, grâce à de nouvelles sources d’inventivité intellectuelle, d’énergie et de matières premières. Pour réaliser un changement d’une telle envergure il fallait disposer de main-d’œuvre et de capitaux. La main-d’œuvre sera trouvée, sans difficulté majeure, dans les campagnes surpeuplées. L’ancienne population agricole, largement paupérisée, viendra s’agglomérer dans les villes et leurs usines. Réunir des capitaux représentera une tâche moins facile. L’épargne des classes dirigeantes, massivement investie dans le foncier et l’immobilier, les obligations d’Etat, n’est pas à la hauteur des besoins. D’autant que les propriétaires présentent une assez faible propension à prendre des risques alors que les rentes procurées par les emprunts publics procurent des revenus sécurisés. Les entrepreneurs industriels devront donc s’autofinancer à grande échelle. Ce qui suppose de comprimer les salaires ouvriers au maximum possible pour une durée de travail très allongée.

Le socialisme ne procède pas seulement d’une défense des intérêts salariaux de la main-d’œuvre. Il s’inspire, aussi, d’une indignation et d’une révolte à l’encontre du fait que les grands industriels fortunés mènent un grand train de vie, multiplient les dépenses somptuaires, domestiquent le personnel politique. Le comportement des nouveaux riches dans leur vie personnelle, malgré l’expansion qu’ils impulsent aux moyens de production, les rangent, dans l’esprit des socialistes, dans la catégorie des profiteurs.

Dès lors, le mouvement ouvrier se séparera en deux grands courants. Les adeptes les plus radicaux dont le philosophe allemand K.MARX se fera l’interprète principal, défendent l’abolition du système capitaliste. Les autres courants s’intéressent, prioritairement, à obtenir des changements dans les conditions de travail et de rémunération existantes.

Les processus que l’on vient de résumer se déroulent dans un contexte d’essor sans précédent des sciences et des techniques. La foi dans leurs apports bénéfiques atteint des sommets. Elle ne se limite pas aux classes dirigeantes mais imprègne aussi les producteurs prolétarisés. Mais l’idée de substituer au régime capitaliste, une démocratie des travailleurs ne faiblit pas. Elle opère, aussi, comme un substitut à la rédemption religieuse des péchés de l’humanité.

La première révolution industrielle fabrique, principalement, des infrastructures civiles, des instruments de production, des armements. Peu de biens de consommation. On voit certes, les usines textiles se développer mais les vêtements, produits finis, sont confectionnés par des artisans et des ménages.

Il n’est donc pas étonnant que les dictatures soviétiques puis chinoises qui prendront ultérieurement le pouvoir dans ces immenses pays se fixent comme objectif prioritaire de mettre en œuvre, à marche forcée, par des moyens dictatoriaux, les infrastructures et les moyens de production créés en Europe et aux Etats-Unis d’Amérique du Nord. Leurs populations actives massivement agricoles sont rétives à changer de mode de production et de vie. Les dirigeants désireux de rattraper le plus rapidement possibles leurs retards par rapport au capitalisme occidental vont les y contraindre par la force, la planification, l’appropriation par l’Etat des moyens de production.

Les bienfaits comme les méfaits de la première révolution industrielle façonneront les esprits de gens pour longtemps. Bien au-delà des années durant lesquelles elle s’est produite. L’image d’un capitalisme foncièrement inhumain continuera à habiter les mentalités alors même, comme on le verra, qu’il aura opéré une mue décisive.

# **LES BASES DOCTRINALES**

Le socle commun des doctrines forgées au départ, repose sur une volonté de transformer le sort des ouvriers employés massivement dans les usines qu’a créées la révolution industrielle. Ouvriers considérés comme les principaux producteurs des biens et services nouveaux et, en même temps, assujettis à un patronat qui les pressure au maximum et ne leur concède que des conditions de vie misérables. A partir de ces prémisses il s’en déduit un objectif de premier ordre : placer les moyens de production entre les mains de travailleurs. Comment y parvenir ? Les divers courants du socialisme répondront à la question de façon très plurielle. Pour les courants les plus extrêmes il faut supprimer purement et simplement les patrons capitalistes soit en les éliminant physiquement, soit en les soumettant à la tutelle des ouvriers. Pour d’autres, la solution sera trouvée par la transformation des entreprises en coopératives. Pour d’autres encore il faut instaurer une république syndicale contrôlant et administrant la production. Enfin le courant majoritaire optera pour l’étatisation des principales firmes puisque la puissance publique incarne, de leur point de vue, l’intérêt général.

Le socialisme ainsi que sa variante communiste défendront avec acharnement une conception selon laquelle l’Etat possède toutes les qualités requises pour maîtriser les forces productives. Comme il émane du peuple il correspond à l’instrument idéal pour assurer le mieux-être des populations et, particulièrement, des plus pauvres. La vision s’inspire d’une philosophie développée par J.J. ROUSSEAU reposant sur l’axiome que l’humain est fondamentalement bon et que ses perversions ont été produites par l’organisation défectueuse de la société. L’expérience ultérieure démontrera la fausseté naïve de cette philosophie. On verra que la substitution de fonctionnaires aux entrepreneurs privés engendre, aussi, de l’inefficacité et de la corruption. L’effondrement du capitalisme d’Etat soviétique en administrera, après de longues années, la démonstration.

Le concept de « classe sociale » fera très vite partie du bagage intellectuel des socialistes, prenant la suite des segmentations sociétales antérieures. Il repose sur des réalités factuelles : des conditions de travail, d’existence matérielle, de positionnement dans la hiérarchie des avoirs et des talents. Quant aux réalités plus subjectives, spirituelles, politiques et même culturelles elles apparaissent beaucoup plus diversifiées, plus complexes. Les doctrinaires éprouveront les plus grandes difficultés à transformer la classe ouvrière en être politique unifié. L’unification aura lieu dans les discours intellectuels et moyennant, dans le cas du tour de passe-passe théorique réalisé par Lénine, une confusion entre une « avant-garde » politisée, professionnalisée et le prolétariat dans son ensemble. Le concept de « dictature du prolétariat » servira d’invention théorique douteuse masquant la mainmise d’autocrates sur tous les pouvoirs. Les gens ordinaires ne vont pas manquer de s’apercevoir que les prétendus défenseurs des masses populaires diffèrent peu des maîtres qu’ils ont remplacés.

La transformation des conditions de production et d’existence de la classe ouvrière ne peut avoir lieu sans se prononcer sur les rapports à entretenir avec les autres classes. Dans toutes les sociétés les classes sont interdépendantes. Elles entretiennent, simultanément, des relations conflictuelles et des relations pratiques, inévitables, de coopération. A ce propos on assistera à un déploiement de visions socialistes différentes. Elles ne diffèrent pas au sujet du but final, l’abolition du capitalisme, mais à propos des moyens d’y parvenir. Les courants qualifiés de réformistes, de sociaux-démocrates, estiment possible d’arriver à leurs fins en accumulant des avancées sociales, des droits et avantages divers. Les courants radicaux qui donneront naissance au communisme de Lénine, puis de Staline, puis de Mao-Tsé-Toung, pensent que l’éradication, y compris physique des classes possédantes doit figurer en tête des priorités.

La démarche doctrinale des socialistes, de toutes obédiences, percute de plein fouet un des principes fondamentaux des révolutions antérieures, dites « bourgeoises » : le respect de la propriété privée. Or les propriétés principales se trouvant entre les mains des classes dominantes, l’armée des prolétaires se compose très massivement de petits propriétaires, massivement agricoles, à l’époque, qui n’ont nullement l’intention de se voir privés de leurs droits. Les doctrinaires socialistes démocratiques, adeptes de l’expropriation des « gros », s’efforceront d’apaiser les craintes des « petits » sans jamais parvenir à les rassurer. Sous le communisme l’expropriation des patrons se fera sans compensation. En Europe de l’Ouest elle aura lieu moyennant indemnités.

Donc, dès les débuts du socialisme deux grandes tendances s’affirment et se confrontent. Il y a ceux qui défendent l’obtention de conquêtes pratiques, progressives, réalisables à court terme, et ceux qui ambitionnent de conquérir la totalité des pouvoirs pour mieux les réorienter de fond en comble. Dans le premier cas, il s’agit de trouver des compromis avec les possédants. Dans le second, il faut les supprimer par tous les moyens.

Le grand philosophe allemand K. MARX, dans l’ambiance intellectuelle scientiste de l’époque, s’efforcera de démontrer que le capitalisme industriel est voué inéluctablement à disparaître parce que sa logique de fonctionnement est autodestructrice. Le profit, moteur de l’économie capitaliste, est voué à s’amenuiser jusqu’à provoquer l’effondrement du système de production. Le grand idéologue injecte dans les esprits prolétariens un immense espoir : le système n’est pas durable et il évolue inéluctablement vers sa disparition. Un monde nouveau se profile, non seulement possible mais inéluctable. Prophétie hasardeuse mais qui s’inscrit, immanquablement, dans les perspectives d’avenir des prolétarisés. Le fait que K. MARX soit un militant actif, participant à la création de la première internationale des travailleurs, appelant avec son manifeste du parti communiste à l’insurrection des laborieux, démontre que le capitalisme ne succombera pas sous le poids de ses contradictions intrinsèques mais, aussi, grâce aux actions résolues de la classe ouvrière.

Le marxisme, promis à une grande fortune historique, combine une analyse scientiste du capitalisme qui sera démentie par les faits postérieurs et une nouvelle religion séculière qui garantit intellectuellement le salut des déshérités. Il va séduire des masses immenses d’intellectuels en quête d’absolu, dont les rapports avec le monde ouvrier sont essentiellement livresques.

Le message marxiste déclinera dans les pays les plus avancés. Parce que ses analyses ont vieilli. Elles ont été dépassées par de nouvelles orientations, c'est-à-dire par les transformations du capitalisme qu’il n’avait pas prévu. Il conservera de la vigueur dans les pays dits « sous-développés » qui procèdent à la réalisation pratique de la première révolution industrielle.

La seconde révolution industrielle va bouleverser profondément les perspectives et les enjeux du socialisme.

# **LA SECONDE REVOLUTION INDUSTRIELLE**

La seconde révolution industrielle intervient en occident alors que se termine le premier conflit mondial. Dans ce monde, y compris au Japon, la première révolution est terminée. En URSS, en Chine, en Inde, en Amérique du Sud, elle bat encore son plein. Une nouvelle vague d’innovations se propage au sein des pays les plus avancés : électrification, auto-mobilisation, télécommunications, automatisation, réfrigération etc. Les investisseurs, entrepreneurs industriels et financiers de ces pays cherchent à élargir leurs débouchés et leurs clientèles. Ils vont y réussir en industrialisant la production des biens de consommation à destination du grand public. Les biens en question comprennent à la fois les équipements durables des particuliers et ceux dédiés à leurs usages quotidiens.

Pour réussir la mutation il faut à la fois changer les modes de production des biens, donc les conditions de travail des salariés industriels d’hier, assécher les marchés des artisans de l’époque antérieure et se créer des clientèles solvables.

Le changement des conditions de travail aura lieu en divisant les tâches en séquences aussi simples que possibles, contrôlables, mesurables, permettant des gains de productivité considérables. C’est l’époque où le Taylorisme s’impose dans les ateliers occidentaux, imité très rapidement dans le monde entier.

Afin de se constituer des débouchés assurés, les éléments moteurs de la seconde révolution industrielle vont rétrocéder une partie de leurs gains à leurs ouvriers afin que ces derniers puissent se porter acquéreurs de nouveaux biens produits en masse : automobiles, vêtements, équipements ménagers. Le changement d’orientation est considérable car l’élévation du pouvoir d’achat des salariés devient une des conditions essentielles de la prospérité économique. Les classes dirigeantes n’ont plus de raisons valables de comprimer les salaires.

Les mutations productives qui s’opèrent, non pas brutalement, mais de manière progressive, modifient considérablement les stratégies et les pratiques des mouvements socialistes. Les conditions du travail industriel se sont améliorées mais elles restent largement aliénantes. Les luttes traditionnelles ont perdu de leur validité mais demeurent encore amplement justifiées. Dans le même temps, en rupture profonde avec l’époque antérieure, les soutiers du capitalisme se voient offrir la possibilité d’acquérir des biens précédemment réservés aux sommets de la société. On leur ouvre l’accès au crédit.

Les socialistes des pays avancés vont, dès lors, en majorité, abandonner leurs espoirs de révolutionner le système capitaliste existant pour s’appliquer à en tirer le meilleur parti possible. Leurs combats se dérouleront sur deux plans. Dans les lieux de production il aura pour but de limiter les prérogatives des employeurs en réclamant et en obtenant de nouveaux droits qui leur seront consentis. Les partisans révolutionnaires, adeptes d’un renversement, perdront des effectifs. Dans la société politique s’intensifieront les luttes pour un partage du revenu national plus favorable aux salariés.

Le fait particulièrement nouveau de la seconde révolution industrielle, à la différence de la première, est que les entrepreneurs ne peuvent réussir la mutation du système qu’en procurant du pouvoir d’achat des grandes masses d’agents productifs. Les dominants vont s’y employer en prenant l’initiative de mesures sociales traditionnellement revendiquées et portées par les socialistes. Les courants révolutionnaires européens y perdront beaucoup de convaincus. Leur avenir dépendra, de plus en plus, de l’exemplarité du communisme de Lénine et de Staline démontrée par une gigantesque propagande, masquant les ravages économiques et humains engendrés par leurs dictatures. Le parti communiste d’URSS financera largement les partis qui se réclament de son obédience. Il en fera des agents d’influence qui trouvent parmi les intellectuels des complicités idéologiques qui voileront la face des gens de peu sur les réalités du régime soviétique. L’imposture soviétique finira par éclater.

# **L’INTERMEDE TRAGIQUE ET SES SUITES**

En 1929 le capitalisme libéral, en pleine ascension, se dérègle aux Etats-Unis entraînant des faillites en cascade, produisant des chômeurs par dizaines de millions. Le processus catastrophique se répand en Europe. La composante économique de la crise joue un rôle majeur. Mais beaucoup d’autres facteurs géopolitiques viennent l’aggraver (intensification des luttes sociales, luttes fratricides entre les courants socialistes, discrédits de la démocratie, regains de l’impérialisme, foi en les dictateurs etc.). La tragédie va durer une quinzaine d’années, jusqu’en 1945, fin de la seconde guerre mondiale. Ses différents actes ont fait l’objet de très nombreuses analyses qu’il n’entre pas dans notre propos de rappeler. On tient surtout à souligner avec force l’étendue du désastre que subit, durant cette période, le socialisme démocratique. Le dérèglement du capitalisme aurait pu justifier ses critiques et servir de tremplin à ses avancées. On assiste, au contraire, en Europe, à sa destruction systématique de la part des régimes fascistes et nazis. Aux Etats-Unis, le socialisme ne progresse pas plus qu’auparavant. F. D. ROOSEVELT, président démocrate, réformateur éclairé, n’appartient pas à la famille, depuis toujours très réduite. J.M. KEYNES, le grand sauveur théorique du système est un grand bourgeois pratiquant une spéculation financière avisée. L’anéantissement du socialisme démocratique s’accompagne d’un regain de prestige extérieur du modèle soviétique alors même que ses échecs intérieurs s’accumulent.

Une fois la paix rétablie le réformisme européen des socialistes ressuscite de ses cendres. Il entre en concurrence et, pour ainsi dire, en complémentarité, avec le réformisme des gens établis. Les uns et les autres s’accorderont largement pour assurer le relèvement des ruines et pour perfectionner l’exécution des promesses de la seconde révolution industrielle. Plus les pays ont été détruits et plus s’accéléreront leurs performances économiques. Les systèmes sociaux européens et, dans une moindre mesure, américains du nord, se transforment puissamment. Les Etats étendent leur mainmise sur les ressources fiscales, les cotisations assurantielles, pour les redistribuer en fonction de leurs objectifs politiques. La dépense publique perd son statut et sa réputation de mal nécessaire pour devenir un stimulateur de croissance économique. Ceci durera près de trente années.

Les mutations des sociétés s’accomplissent après le partage du monde auquel ont procédé les alliés occidentaux et communistes. Dès la fin des hostilités guerrières, s’instaure la fameuse « guerre froide » entre puissances détenant et augmentant leurs moyens de destruction massive et réciproque. Le choc se produit entre deux systèmes irréconciliables. Les parties en présence se rejoignent néanmoins sur deux points essentiels. Premier point : leur antagonisme doit nécessairement s’achever par un vainqueur et un vaincu. Second point : il n’est pas question de se détruire militairement en raison de leurs capacités réciproques d’anéantir l’adversaire.

# **LE GRAND NAUFRAGE DU COMMUNISME SOVIETIQUE**

Au sortir de la seconde guerre mondiale, les alliés ayant vaincu le fascisme et le nazisme, sont redevenus des ennemis irréductibles. Leurs relations économiques, assez faibles, ont peu à voir dans leurs rivalités. Ce sont deux conceptions adverses de la vie, pas seulement collective, qui s’affrontent mais aussi individuelle. Les communistes soviétiques ont réussi, moyennant de considérables sacrifices humains, à se doter des infrastructures et des moyens de production exigés par la première révolution industrielle. Après quoi ils ont totalement échoué face à la seconde. Un pareil échec s’explique par deux erreurs stratégiques principales. D’une part, les investissements massifs auxquels il a été procédé dans les appareils militaires et sécuritaires, se sont effectués au détriment de l’amélioration des conditions de vie des populations. D’autre part, la rigidité excessive du système productif en place qui produisait une offre de biens non seulement insuffisante mais trop faiblement en rapport avec les attentes et les besoins des consommateurs. A ces facteurs il faut ajouter une corruption des nouvelles classes dirigeantes qui dépassait singulièrement celle des adversaires capitalistes.

La chute du communisme soviétique sera rapide et spectaculaire pour le plus grand profit du socialisme réformiste et au détriment du socialisme prétendument révolutionnaire. Désormais, en Europe, vont coexister un réformisme de gauche et un réformisme de droite. Le premier revendique toujours plus de droits et d’avantages pécuniaires tandis que le second invoque la rationalité économique pour tempérer les ardeurs de leurs opposants.

L’époque se caractérise par une très grande interpénétration entre les socialistes et leurs adversaires traditionnels. Les communautés de pensée progressent. Les différences de fond régressent au profit des controverses portant sur les modalités de changement. Dans un pays comme la France, mais, aussi dans beaucoup d’autres, la gauche comme la droite, convergeant sur les fondamentaux, ont cessé de s’opposer sur l’essentiel.

# **RESURGENCES**

L’implosion du régime soviétique a été suivie en Russie, d’une tentative de passage au capitalisme qui s’effectuée dans le plus grand désordre et se révèlera catastrophique. Les anciens dirigeants se reconvertissent en faisant main-basse sur les sources de matières premières et les unités de production. Le niveau de vie de la population, déjà peu élevé, régresse à des niveaux insupportables pour des dizaines de millions de gens qui assistent impuissants et scandalisés à l’accumulation de grandes fortunes par ceux que l’on qualifiera « d’oligarques ». Pour faire face à ce désastre, dont les occidentaux sont en partie responsables, le Président B. ELSTINE fait appel, comme premier ministre, à un obscur colonel du KGB, V. POUTINE qui prendra rapidement sa succession. Le nouveau dirigeant s’emploiera à noyer dans le sang la tentative de sécession des Tchétchènes. Comme les ressources financières de l’Etat dépendent fortement des taxes prélevées sur l’exploitation des matières premières, il engagera le fer contre les oligarques qui refusent de placer leurs entreprises sous tutelle directe de l’Etat. La population russe lui sera profondément reconnaissante de son action. D’autant plus qu’il utilise les rentrées d’impôts pour sortir de la misère les naufragés de la période précédente.

Se met alors en place, à l’initiative de son Président, un nouveau régime que l’on ne tardera pas longtemps de qualifier en Occident de « démocratie autoritaire » ou encore « il libérale ». Dans le domaine économique, le retour au soviétisme est abandonné et l’insertion dans le capitalisme mondial se poursuit. Assez modérément car les investisseurs étrangers sont exposés aux rançons des maffias et leurs droits de propriété bénéficient de trop faibles garanties. Dans le domaine politique, la résurgence du soviétisme, présentée comme une étape de grandeur et de prospérité, progresse d’année en année. Dans un premier temps, lorsque le pouvoir dictatorial semble bien établi, les voix discordantes restent tolérées. Puis, les difficultés intérieures et extérieures s’intensifiant, V. POUTINE et son cercle de fidèles procèdent à leur élimination.

Le grand voisin chinois suit avec la plus grande attention l’évolution de son ancien mentor en communisme dont il avait antérieurement récusé la tutelle. Sa ligne de conduite fondamentale diffère peu sur des points essentiels : pouvoir dictatorial et acceptation, sous conditions, de l’économie de marché. Mais, tandis que les néo-soviétiques russes n’ont pas grand-chose à offrir aux investisseurs occidentaux, l’Empire du Milieu les attire par des avantages autrement plus puissants.

# **LE RENOUVEAU DU LIBERALISME EN OCCIDENT**

Durant la période qui s’étend longuement entre la grande crise des années trente et le demi-siècle suivant, le dirigisme économique a prévalu parmi les démocraties. Au plan politique et social, le libéralisme politique, n’a pas cessé de progresser. Le retour en force du libéralisme économique dans les années soixante, particulièrement vigoureux aux Etats-Unis, s’alimente aux défauts du dirigisme antérieurement pratiqué. Les critiques du dirigisme font mettent à nouveau en avant le fait que les lois du marché font preuve de beaucoup plus d’efficacité pour réguler les prix, les revenus, les investissements, tandis que les décisions politiques souvent mal informées, engendrant bureaucratie et corruption des élus comme des fonctionnaires, freinent la croissance.

L’épisode dirigiste s’est déroulé à une époque où les nations s’étaient barricadées à l’intérieur de leurs frontières étatiques. Ses critiques font valoir qu’il en est résulté une division internationale du travail et des productions qui n’est pas optimale. Il faut donc, disent-ils, pour y remédier, démanteler les dispositifs protectionnistes et promouvoir le libre-échange.

Le renouveau du libéralisme en occident, que l’on va qualifier de « néo-libéralisme » n’innove guère en ce qui concerne le fond de la pensée. Il s’agit, beaucoup plus, d’un ensemble d’adaptations aux transformations du monde et de ses sociétés. Même s’il faut faire reculer les interventions de l’Etat, il sera largement admis que les puissances publiques doivent continuer à soutenir leurs citoyens les plus fragiles. Les principaux changements se situent ailleurs. Tout d’abord dans le cadre géographique pertinent pour agir : le monde entier. Ensuite, dans les pratiques d’investissement des entreprises, de leurs financeurs externes : la rentabilité financière obtenue dans les plus courts délais possibles.

Le néo-libéralisme ravive la foi de ses promoteurs dans la croyance ancienne que la multiplication des liens commerciaux et, plus largement, entrepreneuriaux, sont un outil majeur d’expansion de la démocratie politique. L’illusion prospérera pendant près d’une trentaine d’années avant de s’effondrer.

# **LA DESINDUSTRIALISATION OCCIDENTALE**

Au milieu des années soixante-dix, la seconde révolution industrielle épuise ses effets en occident. Les clientèles solvables ont été amplement servies et les autres n’ont pas suffisamment de moyens pour entretenir le dynamisme de la société de consommation. Aux Etats-Unis, puis en Europe, les économies progressent peu tandis que les prix augmentent. On désigne le phénomène sous le sigle de « stagflation », contraction linguistique de stagnation et d’inflation. Il s’explique, simultanément, par les comportements des entrepreneurs et de leurs salariés. Du côté des premiers, les gains de productivité se ralentissent et les coûts de production augmentent sous l’effet de matières plus chères et de débouchés devenus plus limités. Pour conserver les marges de résultats, on augmente les prix. Du côté des seconds, les syndicats ont acquis une puissance suffisante durant les décennies antérieures pour continuer à obtenir des augmentations de salaires, répercutées, elles aussi dans les prix. Les gouvernants occidentaux, aussi bien démocrates aux Etats-Unis, que sociaux-démocrates en Europe, désirent rompre le cercle vicieux. Ils utiliseront diverses armes à leur disposition : armes monétaires (hausse des taux d’intérêts, désindexation des salaires sur les prix). Les principaux perdants seront les ouvriers syndiqués. Mais les patronats ne sont pas vraiment gagnants car les mesures gouvernementales n’ont pas permis de trouver de solution au problème des débouchés.

Le salut proviendra de l’ouverture de la Chine, imitée par ses voisins, aux investissements étrangers. Le pays le plus peuplé du monde, dirigé par un parti communiste réfractaire à toute dissidence politique, adepte d’une économie très dirigiste, a su tirer les leçons de l’échec soviétique. Son régime ne peut survivre, pensent à juste titre ses dirigeants, qu’en se hissant au niveau des puissances scientifiquement et technologiquement les plus avancées. Il faut donc s’ouvrir aux investissements étrangers tout en leur imposant de consentir à des transferts de leurs patrimoines scientifiques et techniques. Pour appliquer concrètement une telle stratégie, il faut offrir aux entrepreneurs occidentaux des perspectives de gains suffisamment attirantes. L’offre asiatique se fonde sur une main-d’œuvre abondante, disciplinée, peu coûteuse et sur des milliards de consommateurs potentiels. Les possibilités pour les investisseurs occidentaux de sortir de leur marasme, de gagner de l’argent se révèlent extrêmement séduisantes.

Les firmes occidentales déjà transnationales et les PME/PMI sous-traitantes confient aux territoires asiatiques, principalement chinois, le soin de fabriquer tous les biens de consommation courante qu’ils confectionnaient dans leurs usines nationales. Elles acceptent de procéder à des aménagements des règles du commerce international, de consentir des transferts de technologie en estimant qu’elles seront capables de conserver une longueur d’avance sur les bénéficiaires locaux. La surestimation de leurs capacités en la matière est souvent analysée par les observateurs patentés comme un excès de naïveté. C’est en réalité l’appât du gain à court terme qui domine.

Du fait de la mondialisation néo-libérale, les nations que l’on va continuer à qualifier « d’industrialisées », ce qu’elles ne sont plus, se défont de leurs usines, de leurs ouvriers, de leurs techniciens et ingénieurs. Le socialisme se trouve largement dépouillé de son substrat sociologique traditionnel. De plus, ses représentants ne s’opposent pas tous à la mutation en cours. Une partie d’entre eux la considère comme un phénomène inévitable.

La désindustrialisation occidentale, pour générale qu’elle ait été, ne sera pas uniforme. Aux Etats-Unis, l’industrie s’amenuise dans ses foyers du nord, centre nerveux de la prospérité antérieure, tandis que la partie survivante se déplace vers le sud en faisant souvent appel à des investissements extérieurs, majoritairement japonais et allemands. Les nouvelles multinationales principalement basées dans l’ouest spécialisées dans les nouvelles technologies de la communication font fabriquer leurs produits en Asie tout en parvenant à capter la plus grosse part de la valeur ajoutée. La majeure partie du revenu national nord-américain provient des services aux entreprises et aux personnes. Services qui, à la différence des industries, dégagent peu de gains de productivité. Services rendus, pour beaucoup, par de petites entreprises dont les salariés ne sont pas syndiqués et ne disposent pas d’un réel pouvoir de négocier les rémunérations. La masse salariale des plus nombreux ne progressera plus pendant deux décennies. L’amélioration de la fiche de paie des travailleurs, un des puissants moteurs du socialisme crachote.

En Europe, l’Allemagne, principale nation industrielle sous-traite dans ses marges de l’Est où les salaires sont faibles, les opérations les plus traditionnelles et les moins sophistiquées au plan technologique. Elle réussit à conserver par devers elle, la plus grosse portion de la valeur ajoutée produite. Comme les asiatiques sont demandeurs de biens d’équipements la Germanie s’avère capable de les leur offrir. Une période de prospérité de plus de vingt ans récompensera sa stratégie.

Le cas de la France diffère en ce que la désindustrialisation y dépasse par son envergure, la plupart de ses partenaires. Il se singularise d’abord par une différence de grande importance avec l’Allemagne. Celle-ci concentre ses efforts sur l’exportation des marchandises. Les grands entrepreneurs français procèdent autrement. Ils exportent des capitaux, créent des filiales locales. Les revenus qu’elles rapporteront permettraient, pensent-ils, de compenser les déficits du commerce extérieur de marchandises qui vont s’accumuler. Une telle stratégie ne peut être bénéfique que dans le long terme. Elle requiert des injections massives de capitaux dont les capitalistes d’origine nationale ne disposent pas dans les dimensions requises. La ligne de conduite de nos multinationales n’est pas sans rappeler celle qu’ont précédemment suivie les entrepreneurs britanniques. Résultat globalement négatif car l’Etat se voit obligé de ponctionner à l’excès les entreprises domestiques. Dans ces conditions les forces socialistes ne peuvent échapper à un « aggiornamento ».

L’épisode de mondialisation libérale aboutit à une situation paradoxale. Les principales puissances occidentales, se revendiquant comme démocratiques, confient une vaste gamme de productions essentielles à des pays opposés à leur modèle politique. Ils acceptent sans sourciller que les travailleurs de ces pays autoritaires ne bénéficient pas des droits ni des rémunérations acquises, en large partie, par les mouvements socialistes s’étant développés chez eux. Dans l’Asie se prétendant communiste, la concentration des fortunes entre des mains privées tend à dépasser celles ayant eu lieu aux Etats-Unis et en Europe. Les grands intérêts occidentaux justifient leurs comportements par un mélange idéologique de justifications faisant coexister le vrai et le faux. Vrai : la mondialisation a permis de sortir de la misère des centaines de millions de gens auparavant sans espoir. Faux, l’idée très ancienne que la multiplication des liens avec les dictatures allait les convertir au libéralisme politique. En tant que socialiste on ne peut être indifférent au versant véridique de l’idéologie mondialiste. Les liaisons structurelles entre le politique et l’économique habitent, aussi, les esprits des dirigeants et des militants des partis. On comprend aisément pourquoi la désindustrialisation occidentale perturbe en profondeur l’ancien mouvement ouvrier.

# **LA DIFFICILE RECONVERSION DU SOCIALISME**

Dès le dernier quart du siècle précédent, le socialisme a perdu ses substrats sociologiques traditionnels. De grands idéaux traditionnels comme l’hégémonie sociale de la classe ouvrière, l’appropriation collective des moyens de production se sont singulièrement anémiés. Il continue néanmoins à se vouloir comme le lieu politique et social d’accueil des déshérités. La classe ouvrière n’a pas totalement disparu. Elle fournit encore les cadres du mouvement et ses principaux dirigeants. Lesquels ne sont pas représentatifs du prolétariat mais des couches devenues numériquement plus minces de « l’aristocratie » des pauvres. La majorité des prolétaires se compose désormais d’immigrés. On le constate, avec des variantes substantielles, dans tout l’occident. Les nouveaux venus sont issus du sud aux Etats-Unis, du pourtour méditerranéen et d’Afrique en Europe. La majeure partie d’entre eux accepte de s’adapter aux règles et aux pratiques des pays d’accueil, une minorité militante prétendant imposer ses normes civilisationnelles, ses mœurs, y compris par la violence.

Aux Etats-Unis, le parti démocrate, pour lequel votaient traditionnellement les ouvriers syndiqués de l’industrie, s’est profondément transformé. Il a considérablement réduit son rôle historique de défenseur du salariat des usines, fort rétréci en nombre, pour se faire l’avocat des minorités immigrées en pleine expansion. Ce qui restait de la classe ouvrière l’a amplement déserté au profit de la mouvance républicaine conquise par D. TRUMP et qui promettait de lui redonner vie, imposture attirante mais dont ses partisans attendent encore les résultats. Le vieux Sénateur démocrate B. SANDERS séduit une fraction de la jeunesse en osant défendre une ligne politique socialiste. Il restera toutefois marginal au sein de son parti.

En Europe, les sociaux-démocrates ont vu, partout, leurs rangs militants s’éclaircir et les effectifs de leurs élus s’amoindrir. Ils continuent à recruter parmi les bases ouvrières là où ces dernières n’ont pas été marginalisées. En Allemagne, en Scandinavie, nations restées industrielles, ils ne peuvent plus prétendre conquérir le pouvoir politique. Ils sont contraints de s’allier à des forces situées plus à droite de l’échiquier. Dans ces pays, leurs fidèles appartiennent en bon nombre aux classes moyennes. Leur intégration sociale ne fait pas problème. Les nouveaux prolétaires suivent deux voies divergentes. Une voie abstentionniste caractérisée par une perte de foi dans les solutions politiques. Une voie « populiste » récusant les pouvoirs en place accusés d’avoir trahi les intérêts des pauvres gens.

En France, où le niveau de désindustrialisation a atteint une très grande ampleur, les bases anciennes du socialisme ont largement disparu. Le parti socialiste qui a porté un moment, après l’élection de F. MITTERRAND à la Présidence de la République, les attentes et les espoirs prolétariens, a dû renoncer largement à ses ambitions initiales, plus que difficiles à concrétiser, les voisins européens y étant hostiles. La ligne de conduite alors adoptée, réaliser le rassemblement des damnés de la terre installés à l’intérieur de nos frontières, en partie de fraîche date, a été préconisée par les intellectuels socialistes regroupés au sein de la société de pensée TERRA NOVA. L’ambition ne manquait pas de logique électorale. Elle n’a pas pu entrer dans les faits. Pour de nombreuses raisons qui mériteraient d’être plus profondément analysées. Réintégrer les millions de marginalisés et d’exclus aurait exigé des moyens budgétaires assez considérables. L’option traditionnelle consistant à trouver des ressources en taxant l’appareil productif et les autres contribuables aisés a fait long feu. Les entrepreneurs ont objecté que les activités économiques étaient trop faibles pour supporter de nouveaux prélèvements affectant les richesses produites. Ils ont été entendus par les pouvoirs politiques, y compris socialistes. Quant à l’imposition accrue des particuliers nantis il s’est heurté au fait que le pays subissait déjà un fardeau fiscal exceptionnellement élevé.

L’échec économique et fiscal à réaliser l’inclusion des exclus n’explique pas tout. Les cohortes prolétarisées entretenaient des désirs existentiels notoirement contradictoires. Les revendications identitaires de la part des discriminés par des raisons ethniques ou religieuses n’ont pas pu cohabiter pour former un projet commun avec les aspirations universalistes des gens plus intégrés. La foi dans le réformisme social-démocrate s’est affaiblie. A défaut de pouvoir améliorer les conditions matérielles les priorités programmatiques ont été déplacées en faveur d’avancées dans le domaine de la libération des mœurs. Or une partie des populations immigrées ne le souhaitait pas. Les forces de droite comme celles de gauche s’accordaient auparavant sur la nécessité de favoriser la croissance économique. Des alertes scientifiques sont venues mettre en garde les menaces qu’elle faisait peser sur les milieux naturels ainsi que sur la pérennité des vies humaines. Elles ont fait vaciller les certitudes antérieures et favorisé les mouvances écologistes critiquant les fondamentaux du discours socialiste.

Nombre d’anciens fidèles des organisations communistes et social-démocrate en sont venus à apporter leurs soutiens et leurs voix à la droite extrême de l’échiquier politique. Ce n’est pas l’espérance de conquérir le pouvoir politique qui les a prioritairement amenés à changer de cap. Ils ont cherché à créer un pôle protestataire capable de peser suffisamment sur les pouvoirs établis sans se risquer à en assumer les responsabilités.

Dans notre pays, une espèce politique qui s’était considérablement affirmée dans les années quatre-vingt, la gauche socialiste de gouvernement, paraît en voie de disparition. On l’accuse d’avoir failli, jugement marqué par l’ingratitude et l’injustice. Les partis et mouvements qui prospèrent ne misent plus sur les débats et controverses gérés par les institutions, structures intermédiaires comprises, mais privilégient les mobilisations dites populaires, les mouvements dits spontanés. Leurs inspirateurs ne croient plus aux grands rassemblements organiques mais préfèrent la guérilla sociale. Ce qui en dit long sur leur incapacité à agréger des forces autour d’un projet commun.

# **L’AVENIR DU SOCIALISME ?**

Dans les pays démocratiques le constat est sans appel : au mieux le socialisme vivote, au pire il s’efface de l’histoire. Beaucoup d’analystes estiment que sa mission libératrice est arrivée au bout de ses possibilités.

Les causes du déclin ont été, précédemment, analysées : rétrécissement de la classe ouvrière, expansion de l’individualisme, politiques réformistes des libéraux, transferts de souveraineté des Etats, mondialisation de la vie économique, montée en régime des revendications identitaires etc.

Le capitalisme a traversé, lui aussi, des phases difficiles et même dramatiques. Il a su se perpétuer. Son effondrement, maintes fois annoncé, ne s’est pas produit. A la différence du socialisme, ce n’est pas une doctrine mais une praxis qui encourage des gens, qualifiés d’entrepreneurs, à s’enrichir personnellement tout en contribuant à la prospérité générale.

Certains idéaux du socialisme ont disparu : l’accession au pouvoir multidimensionnel des travailleurs d’usine, l’égalitarisme dans ses formes les plus extrêmes et tout particulièrement, l’éradication complète de la pauvreté. Mais subsistent encore des valeurs et des objectifs que les survivants ne parviennent même plus à formuler et, encore moins à concrétiser. Pourquoi ?

Les socialistes qui s’affirment comme tels dans nos démocraties continuent à se diviser à propos de la place qu’il convient de réserver à l’économie de marché. Une majorité d’entre eux l’a reconnue certes comme nécessaire et profitable sous la condition qu’elle soit dûment encadrée par les lois et règlements. Les clivages qui subsistent portent désormais sur les régulations à mettre en œuvre. Toutefois, une minorité significative, en France et dans l’Europe du sud, n’accepte pas le ralliement doctrinal au capitalisme actuel. Elle tire aisément argument des rémunérations extravagantes que s’octroient les dirigeants des grandes firmes multinationales, de leurs pratiques d’évasion et d’optimisation fiscale, de leur quête insatiable du profit à court terme, de leur exploitation dévastatrice des ressources naturelles. Soit un acte d’accusation extrêmement substantiel. L’abolition du capitalisme, y compris par la violence, tout en étant minoritaire, conserve encore une attrait certain et représente un facteur de division très actif.

Les socialistes ont créé des internationales fondées sur les communautés d’intérêts des travailleurs par-delà des nations et de leurs frontières. Ils estimaient que les solidarités de classe pouvaient et devaient dépasser les chauvinismes. Ils ont remarquablement échoué, le sentiment national continuant à prévaloir. On l’a vu dès le déclenchement du premier conflit mondial, l’assassinat de JAURES faisant figure de symbole. La famille communiste, pour sa part, a converti la troisième internationale en un instrument de l’impérialisme soviétique. Aujourd’hui, la Chine néo-maoïste dont la propagande affirme qu’elle soutient activement les peuples déshérités s’intéresse surtout à leurs richesses naturelles. Cette nouvelle patrie des travailleurs est aussi l’un des pays au monde où les inégalités de revenus et de patrimoine se sont les plus creusés. Le syndicalisme y est drastiquement encadré par le parti unique. Il apparaît fort peu probable qu’à échéance prévisible, le mouvement socialiste international puisse sortir de son impuissance.

La mondialisation libre-échangiste et libérale a placé le socialisme en porte-à-faux. Son aspect positif, la sortie d’une vie de misère de centaines de millions de pauvres, fruit de la dynamique capitaliste, ne pouvait être récusée. Les contreparties négatives, la fragilisation et la paupérisation des anciens ouvriers d’usines en Occident, ne pouvait être ignorée. Aucune alternative crédible au séisme tectonique qui s’est produit n’a pu, dans nos pays, s’imposer, ni dans les esprits, ni dans les faits.

Les victimes occidentales de la mondialisation se détacheront du socialisme qui n’a ni su ni même voulu parfois s’opposer à la détérioration de leur sort. Elles se disperseront en faveur d’affiliations politiques et sociales souvent opposées : les unes viendront grossir les rangs des formations nationalistes et les autres rallieront les franges radicales de la gauche. Les classes et couches populaires, supports anciens des socialistes échappent désormais, assez massivement, à leur influence. Les adhérents restant de leurs partis appartiennent, pour beaucoup d’entre eux, à des générations nouvelles issues des anciens prolétaires qui, grâce aux conquêtes sociales, ont réussi à faire partie de l’immense classe moyenne constituée lors des années fastes. Or cette dernière s’amenuise, elle aussi et se divise entre une aile minoritaire qui tire très bien son épingle du jeu dans le contexte de mondialisation et une majorité qui s’estime déclassée ou en voie de l’être. L’avenir du socialisme se trouve donc hypothéqué par une impossibilité de réunir autour d’une même ambition les gens qui aspirent à une société meilleure. Parce que ses anciens adeptes ont se sont non seulement repliés sur des positions défensives, mais des positions divergentes.

Le socialisme a toujours, plus que tout autre courant politique, prôné le développement de l’éducation comme moyen déterminant d’accéder au mieux-être des plus pauvres. Il a contribué puissamment à leur scolarisation. Le niveau global des formations de tous ordres a été sans cesse augmenté. L’évolution a été reconnue comme impérative aussi bien par les forces de gauche que celles de droite. L’égalité des chances est devenue un objectif partagé. Les dispositifs d’aide aux élèves des milieux défavorisés se sont multipliés. Il n’en reste pas moins que la reproduction sociale a conservé le dernier mot. Les parents transmettent à leurs enfants des patrimoines culturels très inégaux. Ceci dans toutes les classes de la société. Les progrès indéniables de l’éducation continuent à avantager massivement les héritages familiaux des mieux pourvus. Les promesses éducatives du socialisme ne pouvaient être que partiellement tenues.

Le fait que la dégradation environnementale, à l’échelle planétaire, change la donne semble redonner de la vigueur à l’espoir de résurrection et de rénovation du projet socialiste. Tous les experts s’accordent pour estimer que la maîtrise des périls exige que les choix collectifs prennent beaucoup plus le pas sur les intérêts particuliers. Les Etats cessent actuellement d’être perçus comme des problèmes pour se hisser au rang d’acteurs décisifs de la mutation en cours. La mondialisation d’hier se termine. Les choix d’investissements internationaux ne peuvent plus reposer principalement sur la faiblesse des coûts de main-d’œuvre. La sécurité des approvisionnements, devient un critère de choix de premier rang. Nous évoluons vers la constitution de zones économico-politiques plus indépendantes. L’ensemble de ces changements imposera un profond renouvellement des équilibres sociétaux. Le socialisme peut-il en tirer profit pour se revivifier ? Question majeure à laquelle il n’est pas possible d’apporter des réponses simples.

Les modèles de développement actuels, dans de très nombreuses sociétés, ne sont plus viables dans la durée et sont à réviser. Il n’est plus possible d’exploiter aussi intensivement les ressources naturelles de la planète. Le constat pénètre de plus en plus dans les esprits et avec beaucoup plus de retard dans les comportements. Lesdites ressources restent encore, pour beaucoup d’entre elles, relativement abondantes. Leur usage s’est répandu parce que les solutions alternatives étaient plus coûteuses. A présent les retombées négatives sur la vie humaine obligent à emprunter d’autres voies qui, à la fois, affectent la vie des gens, partout dans le monde, et imposent des dépenses nouvelles.

Les mouvements écologistes ont été à l’avant-garde de la nécessaire reconversion. Ils se sont détachés des socialistes en leur reprochant de tenter de sauvegarder un modèle de société en perdition. Leurs programmes additionnent toute une série de mesures ponctuelles (sobriété énergétique, énergies renouvelables, économie circulaire, nouvelle croissance etc.). Ils recueillent partout des soutiens mesurés. A notre sens il ne suffit pas de présenter un catalogue de mesures pour dessiner un nouveau modèle de société. En outre en réponse à la question des coûts économiques et sociaux à assumer les écologistes se bornent à invoquer une vieille rengaine : les riches vont payer.

De leur côté, les technostructures gouvernementales alignent aussi des séries de mesures ponctuelles qu’elles mettent en œuvre en s’efforçant de ne pas trop brusquer les intérêts des parties prenantes. La société de demain se dessine peu à peu par une accumulation de changements dont la somme finira par transformer profondément les existences.

Il n’y a là rien qui ressemble aux projets socialistes des origines qui tentaient à traduire dans la réalité une conception largement préconçue de la société désirable. Tant l’écologie politique que les actions gouvernementales ne sont portées par ce qu’on appelle les masses populaires. Ce sont les classes et couches sociales occupant les positions les moins fragiles qui mènent le bal.

Le social-écologisme rassemble certes des adhérents et des électeurs, mais en se limitant à promettre aux délaissés qu’on ne les laissera pas tomber. Leur influence reste réduite faute d’avoir pu redéfinir les contenus du mieux-être. Des intellectuels s’en préoccupent dans une indifférence manifeste de « masses populaires ».

Dès lors que l’accumulation indéfinie des biens matériels se heurte à des obstacles grandissants l’idéal d’enrichissement ne peut se perpétuer en maintenant son contenu antérieur. Un déplacement vers l’immatériel, déjà en cours, va nécessairement s’intensifier. Avec des effets contrastés. Parmi les effets positifs figurent en bonne place l’éducation et la culture. Parmi les effets négatifs, on peut citer les comportements d’évasion dans les mondes virtuels proposés par les firmes géantes de la communication, la montée en régime des religions délirantes.

Au plan mondial les normes sociétales concernant les revenus, les habitudes de consommation, les patrimoines restent très largement déterminés par les occidentaux. Ce sont eux qui ont posé les limites à l’accroissement des prospérités matérielles. Ce sont eux qui inventent des indicateurs de bien-être et de mieux-être fondés sur le freinage, voire sur l’arrêt de la course à l’enrichissement matériel. Les nations pauvres, encore très majoritaires en termes de population, n’échapperont pas à une telle mutation. Pas avant, sans doute, avoir rattrapé tout ou partie de leur « retard ». Or les régimes dictatoriaux ont fondé leur domination sur des promesses d’enrichissement matériel des populations. Des promesses qu’elles ne pourront tenir que très partiellement, faute de ressources de tous ordres. Leurs peuples en viendront à se poser les questions du mieux-être qui agitent actuellement l’occident. Les conséquences politiques et sociales promettent d’être majeures.

Le socialisme dictatorial vacillera alors sur ses bases. Le socialisme démocratique, pour sa part, continue à se vouloir, à se percevoir, comme le réceptacle des démunis matériels. Il ne parvient pas à concilier ses aspirations traditionnelles avec la nécessaire redéfinition du « mieux-être ». C’est pourquoi son avenir paraît si incertain.

Par le passé, les intellectuels ont élaboré la doctrine du mouvement. Ils ne sont plus en mesure d’occuper la place qui a été la leur. Car ils se sont beaucoup trompés. Les soutiens qu’ils ont apportés aux communismes dictatoriaux les ont fortement déconsidérés. A présent, leurs contributions à la définition de la société future du « mieux-être » n’est pas insignifiante mais se heurte au naufrage généralisé des grandes doctrines. Désormais, chacun voit midi à sa porte. Les projets collectifs n’émanent plus des sociétés civiles. Ces dernières ne font qu’exprimer des revendications partielles. Ce sont les Etats, qui, au prix de très grandes difficultés, s’efforcent d’incarner « l’intérêt général ». Les militants socialistes se résument à des partis d’élus. Le mouvement nous paraît donc fort mal parti.

La fameuse transition écologique soulève des problèmes extrêmement complexes qu’il s’agisse du climat, de la pollution des airs et des sols, de l’attrition de la biodiversité. Les solutions possibles reposent sur les diagnostics et les recommandations des experts. Elles seront mises en œuvre par des technostructures publiques et privées. Les mouvements populaires écologiques, sauf dans le cas où ils disposent, à la fois d’une expertises techniques suffisantes et d’un accord clair concernant les orientations, ce qui est rare, laisseront agir, tout en les critiquant, les « sachant ». Le moteur des mutations à venir en vue de sauvegarder la continuité de la vie planétaire associera les experts scientifiques et les experts, pour ainsi dire opérationnels, ceux-ci se chargeant de mettre en œuvre les orientations de ceux-là. Les orientations continueront très vraisemblablement à faire l’objet de débats démocratiques. Mais les choix déterminants s’effectueront à l’intérieur d’une entité à la fois institutionnelle et informelle récemment dénommée comme le « cercle de la raison ». L’idée répandue par certains intellectuels que les gouvernances vont se soumettre aux besoins et aux espérances des « gens ordinaires » risque fort de se trouver rapidement démentie. Les forces motrices du changement ne prendront pas le risque de les ignorer. Elles infléchiront en conséquence leurs lignes de conduite. Sans vraiment sortir de leurs rails.

L’avenir du socialisme démocratique repose, foncièrement, sur la capacité des divers courants encore existants, de s’unifier autour d’objectifs suffisamment partagés et suffisamment gratifiants. Nous avons vu que les fondations n’ont pas résisté à l’épreuve du temps. Nous avons aussi contesté l’hypothèse que la mutation environnementale pourrait se substituer au délabrement des idéaux anciens. D’un point de vue purement logique un mouvement réunissant tous les défavorisés, tous les citoyens contestant le cours actuel de monde, devrait trouver sa place et son espace sous la marque socialiste dont la valeur historique se perpétue. Tel n’est pas le cas. Les facteurs de divisions l’emportent très largement sur ceux incitant à l’unification.

Les seuls socialistes ne sont pas les seuls dans ce cas. Les partis de droite subissent aussi le même processus de fragmentation. On dira que l’unité de la gauche comme celle de la droite a toujours été très relative. Mais pas au point de rendre impossible le rassemblement des différentes familles de pensée. La prédominance des facteurs de division est trop facilement attribuée à l’absence de leadership. Cela revient à confondre l’effet avec la cause, beaucoup plus profonde. La segmentation et la dispersion politiques ne font que suivre celle de l’ensemble de la société. Elle nous semble caractéristique d’une période exempte de dangers majeurs. Il est vrai que, confrontées à des périls très menaçants, des sociétés se sont décomposées, ce que nous enseigne, par exemple la fin de l’empire romain. Un tel cas de figure ne correspond pourtant pas à notre réalité.

Les décompositions politiques et sociétales que l’on observe actuellement proviennent d’ailleurs. Elles réagissent à une situation dont les deux traits structurels se conjuguent : une perte de foi générale dans la possibilité de transcender la vie terrestre d’une part, l’accumulation des incertitudes relativement à l’avenir, d’autre part. Or il est impossible de construire un programme rassembleur sans définir des buts et des perspectives gratifiantes. En leur absence, les profils qui conviennent le mieux aux circonstances sont des gestionnaires techniquement compétents et positivement opportunistes.

On en déduit que les idéaux socialistes qui ré enchantaient l’avenir son définitivement morts. De là à penser que le besoin de se penser dans le futur ait déserté l’esprit des gens de toutes conditions, reviendrait à ignorer les besoins toujours présents qui continuent, donc, à les habiter.

Pour une grande majorité des peuples de notre planète, sortir de la misère matérielle suffit à définir l’avenir désirable. Pour les autres, la quête du bien-être consumériste commence à marquer ses limites. Dans nos sociétés, globalement riches, les jeunes générations cherchent, plus qu’auparavant, à donner un sens à leurs vies. Il en va de même, de plus en plus, pour les adultes en activité. Comme les vieux, de plus en plus nombreux, détiennent les réalités du pouvoir, les autres composantes sociétales peinent à se faire entendre.

L’engagement politique n’a pas disparu mais il s’est transformé. Les grandes structures partisanes, d’envergure nationale, n’attirent plus. On leur préfère des engagements plus spécialisés, plus locaux, plus pratiques et concrets. Ceux qui projettent de les agréger subissent des échecs répétés. Les gens estiment n’avoir plus de prise sur les grands choix dont ils sont constitutionnellement et légalement les acteurs supposés. Ils sont encore nombreux à participer aux consultations électorales parce qu’ils pensent que, sans institutions, leur pays irait à vau-l’eau et leur situation pourrait s’en trouver menacée. Il s’agit d’une participation utilitariste et résignée.

Le contexte que l’on vient de décrire débouche sur des démocraties « fatiguées » qui ne parviennent pas à avancer dans le sens d’un mieux-être de leurs ressortissants. Les séductions des régimes autoritaires reprennent de la vigueur, notamment auprès des défavorisés et même des jeunes en quête d’idéal de vie.

L’expérience montre que la quête de l’enrichissement matériel mobilise une part prédominante de l’énergie des populations, de toutes classes et catégories sociales. Dans toutes les sociétés. Cette quête évolue et va continuer à occuper une grande place dans nombre de sociétés. Dans celles qualifiées d’avancées l’accumulation indéfinie des biens et l’idéologie de la croissance économique qui entretient son mouvement commence à se heurter à des mises en question causées par ses effets pervers au détriment de l’environnement naturel et de la biodiversité. Il s’en suivra une nouvelle progression de l’égalitarisme. Les principaux responsables des dommages infligés à la planète étant les plus importants consommateurs de ressources, leurs excès se verront pénalisés par des mesures fiscales. Le changement qui se dessine et se précise est la substitution au socialisme d’hier, un social-écologisme.

Il nous semble qu’elle est à la fois ressentie comme nécessaire mais, aussi comme insuffisante. Soit une contradiction dont l’inscription dans les esprits humains se manifeste depuis toujours et ne cessera jamais de le faire.

Bien que la politique ne saurait être confondue avec la morale, les sociétés ne peuvent tenir debout qu’en s’accordant sur un socle de principes moraux et en délimitant des frontières entre le bien et le mal, la normalité et la déviance à combattre. La crise démocratique actuelle pâtit terriblement du brouillage intervenu au plan des valeurs civilisationnelles. Il n’est pas fondamentalement nouveau mais il s’est fortement accentué à l’époque contemporaine. La grande et la petite délinquance ont prospéré à travers le monde.

Nous avons beaucoup insisté sur les impacts sociaux de la seconde révolution industrielle. Elle a permis aux non-socialistes de devenir des adeptes de l’amélioration des conditions matérielles des plus pauvres, brisant le monopole jusque-là réservé aux socialistes. Il n’en reste pas moins que les progrès importants accomplis en la matière ont été limités par le processus de reproduction des hiérarchies sociales. Les républiques successives ont œuvré pour permettre à ceux d’en bas, d’en gravir les échelons. Leurs réussites n’ont pas empêché les familles les mieux positionnées de transmettre à leurs progénitures des atouts culturels supérieurs à ceux du bas de l’échelle. L’expansion magistrale de l’éducation, l’élévation générale des niveaux de formation a masqué une telle permanence civilisationnelle. Pour résoudre ces problèmes de stratification sociale, les dictatures communistes soviétiques ont adopté des solutions radicales consistant à éliminer physiquement les appartenant aux classes bourgeoises ou à organiser leur rétrogradation dans l’édifice hiérarchique de la société. Les massacres ainsi opérés à l’initiative de Lénine puis Staline, officiellement revendiqués, n’ont eu d’autre effet que de remplacer les anciens privilégiés par de nouveaux. Le socialisme démocratique s’est refusé à recourir à de pareilles politiques. Pour des raisons à la fois morales et pratiques. Morales par respect de la vie humaine. Pratiques parce les résultats du soviétisme ont été désastreux en détruisant des gens utiles à la société.

Ceci étant, les solutions mises en œuvre par les socialistes et les membres éclairés des classes dirigeantes occidentales, misant prioritairement sur l’éducation, engrangeant des réussites indéniables, se sont heurtées à une sorte de « plafond de verre ». Les hiérarchies sociales existantes, malgré les changements positifs opérés, ont continué à susciter des contestations fondamentales et des haines sociétales récurrentes. L’espérance que l’éducation des gens allait permettre de rendre plus égales les conditions d’existence et de donner à tous des chances identiques a été singulièrement refroidie. La crise du socialisme doit beaucoup à ces limites du réformisme politique. Il est sans doute encore possible de faire plus et mieux. Mais les recherches et les innovations en la matière ont complètement échappé aux mains des intellectuels, devenus rares, restés fidèles à ce qu’on appelait jadis le « mouvement ouvrier ».

Il est actuellement reproché au personnel politique de nos sociétés, qu’elles que soient leurs tendances idéologiques, d’avoir cédé à l’attrait du pouvoir pour ses avantages immédiats et à la corruption. Ce phénomène ravageur atteint particulièrement les socialistes en raison de leurs promesses historiques d’émancipation. Il exprime des changements complexes et divers dans les opinions. Les affaiblissements doctrinaux nous fournissent une première explication. Mais il y a beaucoup plus. Les fondateurs de la démocratie ont institué la souveraineté du peuple tout en étant persuadés qu’il fallait construire des remparts afin d’empêcher les débordements émotionnels et irrationnels. Les constitutions ont été élaborées en prenant en compte de pareils soucis. Des juridictions spécialisées ont été créés pour en assurer le respect. Elles ont eu tendance à se multiplier. Parallèlement, les souverainetés nationales se sont rétrécies sous l’effet des multiples délégations consenties à des organismes internationaux et supranationaux. Les socialistes ont pleinement adhéré à l’évolution qui s’est produite tout en continuant à célébrer l’entière le primat de la volonté du peuple. Les discordances entre les principes célébrés et les réalités a fini par engendrer du scepticisme et de la défiance.

La doctrine socialiste se caractérise par la priorité qu’elle accorde aux intérêts collectifs, plaçant ainsi les intérêts individuels au second rang. Les libéraux défendent une vision plutôt contraire. Les deux grands courants de la pensée politique se réclament communément de l’héritage de la grande révolution de 1789. Celle-ci ayant traversé des époques profondément différentes les deux familles adverses y puisent les héritages qui leur conviennent le mieux.

Le socialisme plonge aussi ses racines historiques dans la première révolution industrielle qui s’épanouit au XIXème siècle. Il cultive la valeur-travail, la production, le progrès scientifique. Sa branche social-démocrate respecte la démocratie dite « bourgeoise » tandis que sa branche communiste la récuse.

L’objectif ultime d’instaurer l’hégémonie sociétale des travailleurs industriels a été complètement dévoyée par le communisme soviétique. Dans les pays démocratiques les socialistes ont repoussé le but à une échéance très lointaine et, bien souvent effacée purement et simplement des programmes. La conquête progressive de droits et d’avantages matériels a remplacé le renversement radical des pouvoirs établis.

La réussite d’une telle stratégie réformiste a été de grande ampleur. Portée, principalement par les partis de gauche, elle s’est trouvée faiblement combattue par ceux de la droite. La socialisation a été, dans nombre de domaines, leur œuvre conjointe. L’Etat a cessé considéré comme le super-conseil d’administration des possédants pour devenir un outil de transformation progressiste. Une partie croissante des richesses produites est passée entre ses mains pour être, en partie répartie au profit des plus faibles.

Le zénith a été atteint dans les années soixante, à des dates variables selon les pays. Puis le processus de déclin s’est engagé et, même emballé aux Etats-Unis comme en Europe. Les valeurs individualistes ont peu à peu supplanté celles qui priorisaient les intérêts collectifs. Les bases sociologiques du socialisme se sont drastiquement amenuisées à cause de la désindustrialisation. Les syndicats promoteurs des revendications de classe se sont effondrés. L’Etat régulateur de la prospérité générale a été mis en accusation pour des motifs divers : corruption, inefficacité, impuissance face aux changements du monde.

Aux Etats-Unis, les objectifs socialistes, d’une faiblesse récurrente en raison de la puissance de l’individualisme sont demeurés très minoritaires. En Europe, les partis socialistes qui ont réussi à survivre sur des bases très rétrécies ont conservé des pouvoirs importants. Mais en passant des compromis avec leurs adversaires électoraux. Ils ne sont plus moteurs dans les évolutions sociétales.

Dès lors, il nous paraît totalement exclu que le socialisme occidental puisse renaître de ses cendres, même si certaines d’entre elles sont encore incandescentes. Une grande partie de son personnel politique continue à populariser, sans guère de succès, les anciens idéaux, tout en se ralliant à un pragmatisme beaucoup plus terre à terre. Ses leaders ne parviennent pourtant pas à ranimer une flamme qui s’éteint d’année en année.

Dans les démocraties actuelles les cadres institutionnels ainsi que les législations électorales jouent un grand rôle dans l’organisation et l’existence des forces partisanes. Au moins autant que les communautés de pensée et d’intérêts. Pour que ces régimes fonctionnent il faut que la majorité gouvernante soit pourvue d’une opposition. En fait, majorité et opposition sont toutes deux plurielles, c'est-à-dire, le plus souvent composées de plusieurs partis, ces derniers se subdivisant, dans leur intérieur, en tendances plus ou moins rivales. Qu’ils soient au manettes exécutives ou dans l’opposition, les formations socialistes actuelles, à quelques exceptions près, sont obligées de s’allier. En Allemagne, en Italie, en Espagne, les dirigeants politiques dépendent de coalitions et il en va de même pour leurs opposants. En Grande-Bretagne, où la législation électorale impose le bipartisme, les divergences de vues se manifestent plutôt au sein des partis. Pourquoi ces dispositifs non dépourvus de rationalité suscitent-ils autant de désaffections ?

Les motifs que l’on peut invoquer sont multiples. Les Etats-Nations, même les plus puissants sont de plus en plus tributaires d’orientations et de décisions extérieures. Leur souveraineté n’a jamais été entière mais il n’est pas niable qu’elle s’est réduite. En second lieu, nous avons beaucoup insisté précédemment sur le fait que le champ politique, traditionnellement cantonné au sein des institutions officielles, s’est fortement déplacé dans le champ médiatique, dans les forums privatisés des réseaux sociaux.

Les socialistes ont été les principales victimes des deux mouvements tectoniques que l’on vient de rappeler. Auxquels il faut ajouter la montée en puissance de l’individualisme, du communautarisme et des éruptions identitaires.

Il a existé par le passé une identité socialiste qui n’a pas résisté à l’usure des ans. Le primat des intérêts collectifs, caractéristique de son ADN politique a cessé de faire recette. A cause d’un creusement des divergences sociétales concernant les contenus des intérêts collectifs et les priorités de mise en œuvre.

Le contexte actuel offre encore une chance au socialisme de se survivre en se renouvelant profondément. L’épisode « néo-libéral » que l’on a vécu au cours des décennies précédentes a pris fin. Les défis présents et futurs font revenir au premier plan des préoccupations la priorité à accorder aux intérêts collectifs sans la prise en compte desquels, les droits et bénéfices individuels seront menacés. D’ores et déjà il ne s’agit plus de faire reculer les Etats mais de les rendre plus efficients. La survie de la planète ne peut plus reposer sur le primat des initiatives privées. Une socialisation accrue apparaît indispensable. Le fait qu’elle s’impose ne fait guère de doute. Dans quelles conditions ? Telle est la question principale qu’il convient de poser. Des réponses commencent, indubitablement à être apportées. Au jour le jour, au fil des problèmes rencontrés. Les stratégies et les politiques procèdent de réflexes et de mesures à caractère surtout défensifs. La conquête d’un avenir meilleur au plan matériel continue à figurer, comme par le passé, au premier rang des attentes politiciennes et citoyennes. Or nous sommes entrés dans un autre monde. On reproche, à juste titre, aux socialistes de ne pas y avoir suffisamment réfléchi. A leur décharge on signalera qu’ils ne sont pas seuls à éviter de concevoir le futur acceptable.

Pour se projeter dans le futur, il est nécessaire de ne pas être sous l’emprise excessive des nécessités et des contraintes du présent. La majeure partie des habitants de la planète n’a pas les moyens d’échapper à la tyrannie des difficultés quotidiennes. Sur quelque 8 milliards d’occupants de la planète, ceux qui sont en état de s’intéresser concrètement à l’avenir, ne dépassent pas les 2 milliards. Le modelage des décennies futures sera conçu et activé par une mince couche de gens appartenant à cette minorité.

Par le passé les projets d’émancipation de la classe ouvrière, sauf exception, ont été élaborés par des intellectuels. Il ne pouvait en être autrement dans la mesure où ils détenaient les savoirs abstraits et les capacités d’expression écrite. La plupart du temps ils ne se sont pas contentés de coucher sur le papier les attentes et espoirs des travailleurs. Ils se sont érigés en militants et même en guides. De nombreuses catastrophes historiques s’en sont suivies. La situation a-t’elle profondément changé sur ce plan ? Oui dans la mesure où nombre de penseurs politiques se sont déconsidérés en apportant leur appui à des régimes oppressifs, oui parce que l’éducation, malgré ses limites, a fait progresser dans la population la liberté de jugement. Mais moins qu’on ne le pense généralement. Tandis que les savoirs se répandaient au sein de la population les exigences sociétales les concernant progressaient plus vite encore. Autrement dit, les économies de la connaissance et du savoir se voyaient souvent bridées par les compétences qu’offraient les écoles et les universités.

Les investissements éducatifs ont eu beau progresser plus ou moins massivement, ils n’ont pas modifié substantiellement les déficiences inégalitaires des hiérarchies sociales. Les progénitures des mieux nantis continuent à bénéficier des héritages culturels de leurs parents. Les gouvernants se sont efforcés avec des succès indiscutables, de corriger les injustices de ce système par l’allocation de bourses et d’aides sociales diverses. Il reste encore beaucoup à faire. L’expérience a toutefois montré les limites des entreprises ainsi menées. Elle a montré qu’il fallait actionner simultanément un ensemble de leviers. Concernant les objectifs primordiaux de l’éducation il faut trouver un équilibre entre la sélection des futurs membres de l’élite et la réussite de la communauté des élèves. Certains pays l’ont atteint, d’autres non. La France figure plutôt dans la seconde catégorie.

Le socialisme a toujours accordé une très grande importance aux investissements dans l’éducation. L’objectif séculaire n’a rien perdu de son actualité. Ses promesses, toutefois, n’ont été que très partiellement tenues. Il ne s’agit pas, ici, de mettre en accusation les responsables politiques, mais de constater un résultat : une augmentation spectaculaire d’élèves et d’étudiants ainsi qu’une qualité de leur formation qui n’a pas été suffisamment assurée. L’inévitable rareté des moyens l’explique en partie. Mais le contexte a joué un grand rôle.

La capacité de la doctrine à se décliner en réalisations pratiques exige que les rapports sociaux coopératifs soient considérés comme prioritaires par rapport aux relations concurrentielles. L’expérience historique montre combien l’équilibre est difficile à trouver. La grande question demandant des réponses concerne la place à accorder à la concurrence. Bénéfique dans de multiples domaines elle se révèle nocive dans beaucoup d’autres. Les Etats modernes se sont mobilisés, avec de réussites indéniables, afin de réguler le libre jeu des acteurs, économiques et autres. Ils ont manifestement progressé dans les cadres nationaux et même, comme en Europe, à l’échelle supranationale. Par contre, la concurrence s’est élargie et amplifiée à l’échelle du monde. Dans cette dimension géographique la dynamique de la concurrence a nettement surpassé, celle de la coopération. Les efforts nationaux se heurtent à de puissantes résistances d’ordre international. Or le mouvement socialiste dispose de fort peu de moyens d’agir en dehors de ses territoires d’implantation. Le salut du monde n’est pas concevable sans la recherche universelle d’un « juste milieu » entre la coopération et la concurrence. Perspective encore lointaine qui évoluera, peut-on l’espérer, sous la seule menace des périls.

A l’époque de JAURES l’internationalisme prolétarien était réputé comme moyen privilégié de s’opposer aux entreprises guerrières. Nous avons vu en 1914 à quel point le sentiment national a surpassé la solidarité internationale des travailleurs. Après 1917, l’internationale communiste s’est rapidement convertie en instrument de l’impérialisme soviétique. Quant à l’internationale sociale-démocrate survivante, elle n’a joué qu’un rôle mineur dans le déroulement de la guerre froide. Même si les Etats-Nations sont devenus de plus en plus interdépendants, même si leurs souverainetés respectives se sont amenuisées, les opinions persistent à évaluer leurs intérêts en relation directe avec la puissance de leurs pays respectifs. Or, pour se développer, le socialisme démocratique a besoin d’un cadre international profondément régulé et pacifié. Nous en sommes encore très loin.

Nos sociétés sont entrées, depuis déjà un moment, dans une nouvelle ère. Les gains de productivité de l’époque industrielle permettaient d’améliorer le sort matériel de tous sans, pour autant, bouleverser les hiérarchies de revenus et de patrimoines. Avec l’expansion et la primauté acquises par les activités tertiaires, les gains de productivité se sont définitivement réduits. Bien que de nombreux économistes nous annoncent leur réapparition grâce à la révolution numérique, on n’a rien vu venir de tel. De plus, les prélèvements opérés sur les ressources naturelles créent des nuisances menaçant de rendre les conditions de vie insupportables. Ces deux évolutions remettent profondément en cause l’espérance d’une amélioration indéfinie de l’accès aux marchandises et posent dans des termes nouveaux les questions relatives à l’égalité.

En ce qui concerne le premier point, les revenus salariaux des grandes masses de populations ont déjà été stabilisés depuis un quart de siècle, alors même que les puissants s’octroyaient des rémunérations extravagantes. Parallèlement, les détenteurs de patrimoines, souvent les mêmes que les nantis au plan des revenus, se sont fortement enrichis. Les tensions sociales ne pouvaient éviter de s’accumuler.

Tous les pouvoirs politiques sont demeurés impuissants pour les réduire. Moins par faute de volonté que par manque de moyens dans un monde où les plus riches peuvent réagir aisément en s’exilant dans des pays plus accueillants si les leurs montrent trop de zèle à réduire les inégalités.

Les combats politiques et sociaux visant à réduire les inégalités font partie des composants de base de l’idéologie socialiste. Ils ont largement perdu leur caractère national pour revêtir une dimension mondiale. Comme les forces planétaires des socialistes manquent de substance et d’unité, elles se trouvent profondément et, sans doute, durablement démunies.

L’histoire retiendra que la réduction de la pauvreté mondiale a progressé, à titre principal, sous l’influence des dynamiques des capitalismes libéraux comme étatiques. Beaucoup moins à cause des politiques publiques volontaristes. On sérieusement diminué le nombre des gens en état d’extrême pauvreté, de détresse alimentaire. Sans vraiment parvenir à cantonner les inégalités à un niveau acceptable par les populations du monde.

Il ne suffit plus, aujourd’hui, de s’en tenir, à la résorption des inégalités mondiales. C’est l’ensemble des valeurs fondant les sociétés qu’il faut changer. Les quêtes d’enrichissements matériels doivent reculer au profit d’idéaux de vie privilégiant la cohabitation des gens, leurs vies culturelles et spirituelles.